

ÉPREUVE COMPOSÉE – SUJET A

Polynésie, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Distinguez la mobilité sociale intergénérationnelle de la mobilité sociale professionnelle.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Les moyens d'expression publique

« Selon vous, qu'est ce qui permet aux citoyens d'exercer le plus d'influence sur les décisions prises en France ? »¹

%	Décembre 2009	Décembre 2012	Décembre 2014	Décembre 2016	Décembre 2018	Février 2020
Voter aux élections	61	65	61	60	55	54
Boycotter des entreprises ou des produits	35	38	29	39	37	28
Faire grève	27	21	22	19	27	23
Manifester dans la rue	30	32	30	26	42	23
Militer dans un parti politique	12	9	6	7	8	5
Discuter sur internet, sur un blog ou un forum	8	7	4	6	5	4

Champ : étude réalisée auprès d'un échantillon de 2098 personnes inscrites sur les listes électorales âgées de 18 ans et plus.

Source : d'après « En quoi les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? », Baromètre de la confiance politique, vague 11, Sciences Po – CEVIPOF, Février 2020.

1 : les données correspondent aux moyens d'expression cités en premier ou en second choix.

Questions :

1. Comparez les évolutions concernant « voter aux élections » et « manifester dans la rue » mises en évidence dans le document. (2 points)
2. À l'aide du document et de vos connaissances, présentez deux explications des transformations des répertoires de l'engagement politique en France. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : Vous montrerez que les dotations factorielles et technologiques peuvent expliquer les échanges internationaux.

DOCUMENT 1

Bien que leur productivité moyenne soit très faible, certains pays parviennent à prendre une part importante du marché mondial dans certains secteurs. C'est par exemple le cas du Bangladesh, dont la place centrale dans le secteur de la confection a fait les gros titres lors de la tragédie du Rana Plaza, en avril 2013¹. La trame de fond de cette tragédie a été la croissance très rapide des exportations de vêtements du Bangladesh qui est rapidement devenu le deuxième exportateur mondial de textile. Comment expliquer cette croissance subite ? Le Bangladesh est un pays très pauvre, avec une productivité très faible, dans tous les secteurs. La productivité est cependant relativement moins faible dans le secteur de la confection que dans les autres branches de l'économie. Le pays a donc un avantage comparatif dans la confection de vêtements. Cet avantage s'est creusé depuis le début des années 2000, notamment face à la Chine, qui reste son principal concurrent. Le boom économique chinois a, en effet, poussé les salaires et les capacités d'investissement à la hausse dans l'empire du Milieu², ce qui a renforcé ses avantages comparatifs dans les secteurs industriels plus intensifs en capital et en travail qualifié que l'industrie de la confection.

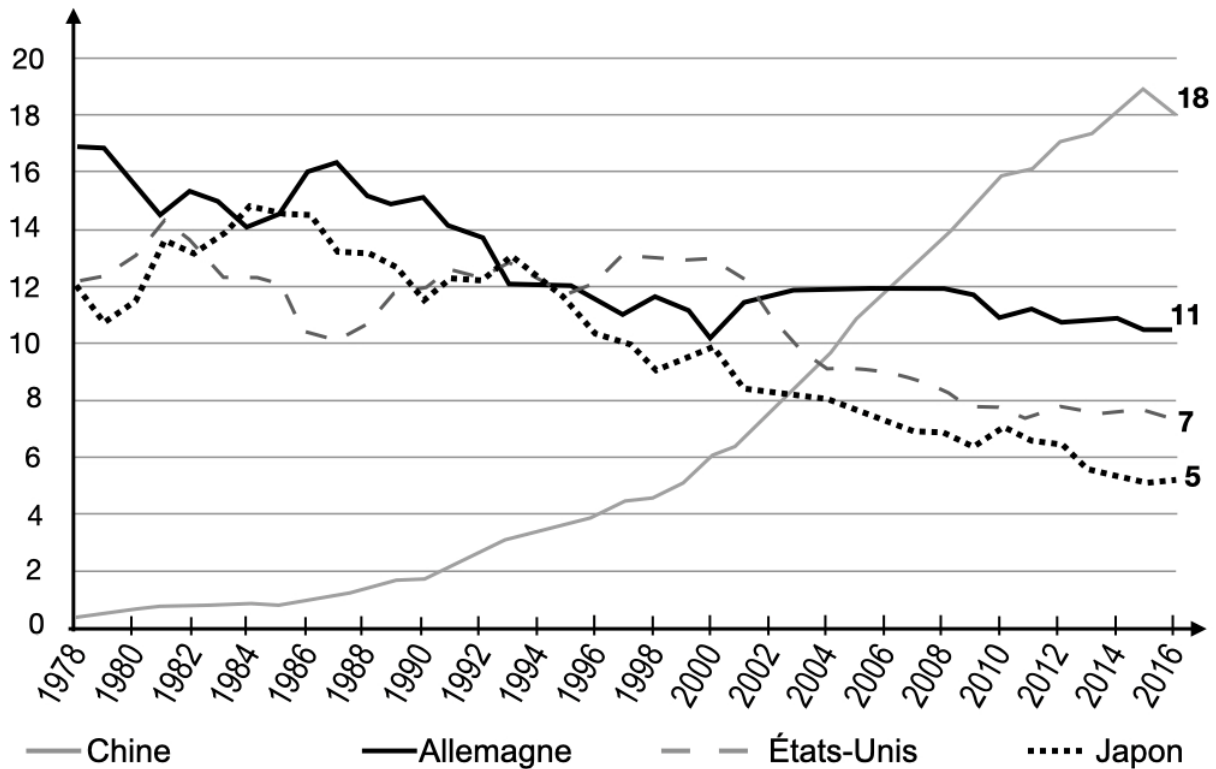
1 : Rana Plaza était un immeuble-usine de Dacca, la capitale du Bangladesh, qui accueillait plusieurs entreprises de confection travaillant pour le compte de marques internationales de vêtements. En avril 2013, cet immeuble s'est soudainement effondré, faisant plus d'un million de victimes. Ce tragique accident a révélé au grand public l'intensité de la spécialisation du Bangladesh dans la production textile, mais aussi les conditions de travail très dures que subissent les travailleurs des pays en développement.

2 : empire du Milieu : Chine

Source : Paul KRUGMAN, Maurice OBSTFELD, Marc MELITZ, *Économie internationale*, 2018.

DOCUMENT 2

Exportations de produits industriels par les principaux exportateurs de produits industriels manufacturés (en % des exportations mondiales)



Note : les données concernent les exportations de produits industriels manufacturés et excluent ainsi les produits agricoles transformés. Figurent sur ce graphique les quatre premiers exportateurs.

Source : Exportations de produits manufacturés *Le choc chinois*,
Françoise LEMOINE, in « L'économie mondiale dévoile ses courbes », CEPII 2018.

DOCUMENT 3

Répartition des exportations et importations manufacturières par gamme(en % des exportations et importations manufacturières totales, moyenne 2016-2018)

	Bas de gamme		Gamme moyenne		Haut de gamme	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations	Exportations	Importations
France	30	33	28	28	42	39
Bangladesh	61	49	27	35	12	16
Chine	57	19	25	31	18	50
Etats-Unis	26	34	25	33	49	33
Allemagne	22	30	26	32	52	38

Source : d'après CEPII, 2020.

EPREUVE COMPOSEE – <u>SUJET B</u>
--

France métropolitaine, 2021

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé au candidat de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Vous présenterez deux limites des tables de mobilité comme instrument de mesure de la mobilité sociale.

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Salaires nets mensuels¹ selon le sexe et la catégorie sociale(en euros)

	Hommes	Femmes	Ensemble	Écart femmes/homes (en %)
Cadres supérieurs	4 377	3 477	4 060	- 21
Professions intermédiaires	2 396	2 055	2 241	-14
Employés	1 681	1 549	1 590	- 8
Ouvriers	1 731	1 441	1 681	- 17
Ensemble	2 431	1 968	2 238	- 19
Écart ouvriers/cadres (en euros)	2 646	2 036	2 379	
Écart ouvriers/cadres (en %)	- 60	- 59	- 59	

1 : Salaires nets en équivalent temps plein.

Source : d'après INSEE, Données 2016, Observatoire des inégalités, 2019.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez les salaires nets mensuels des différentes catégories sociales (colonne « Ensemble »). (2 points)
2. À l'aide des données du document et de vos connaissances, vous montrerez que le sexe est un facteur de structuration de l'espace social. (4 points)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez comment les différents instruments à disposition des pouvoirs publics peuvent permettre de faire face au changement climatique.

DOCUMENT 1

Le transport est le mauvais élève du protocole de Kyoto. Depuis 1990, la plupart des secteurs économiques ont diminué leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) dans l'Union européenne. Seul le transport, qui représente plus d'un quart des rejets de la zone, a vu son bilan s'aggraver : + 28 % en 2017 par rapport à 1990. [...] Les voitures particulières représentent près de la moitié des émissions de GES du transport. Elles font l'objet d'une attention particulière de la Commission européenne, dont l'objectif est d'atteindre en 2050 une réduction de 60 % des émissions de GES du secteur du transport par rapport à 1990. À l'horizon rapproché de 2021, les constructeurs automobiles européens ont obligation de réduire les émissions moyennes de leurs ventes de voitures neuves de plus de 120 grammes de CO₂ par km en 2018 à 95 grammes. [...] Les constructeurs qui failliront se verront infliger une amende de 95 euros par gramme de CO₂ excédentaire par voiture vendue, amende qui pourrait se chiffrer en milliards d'euros pour les moins vertueux d'entre eux. [...]

Pour tenir l'objectif de 95 g/km en 2021, les constructeurs devront vendre une proportion significative de voitures à faibles émissions, comme c'est le cas en Norvège, où les émissions moyennes des voitures neuves ont atteint ce seuil dès 2016 [...]

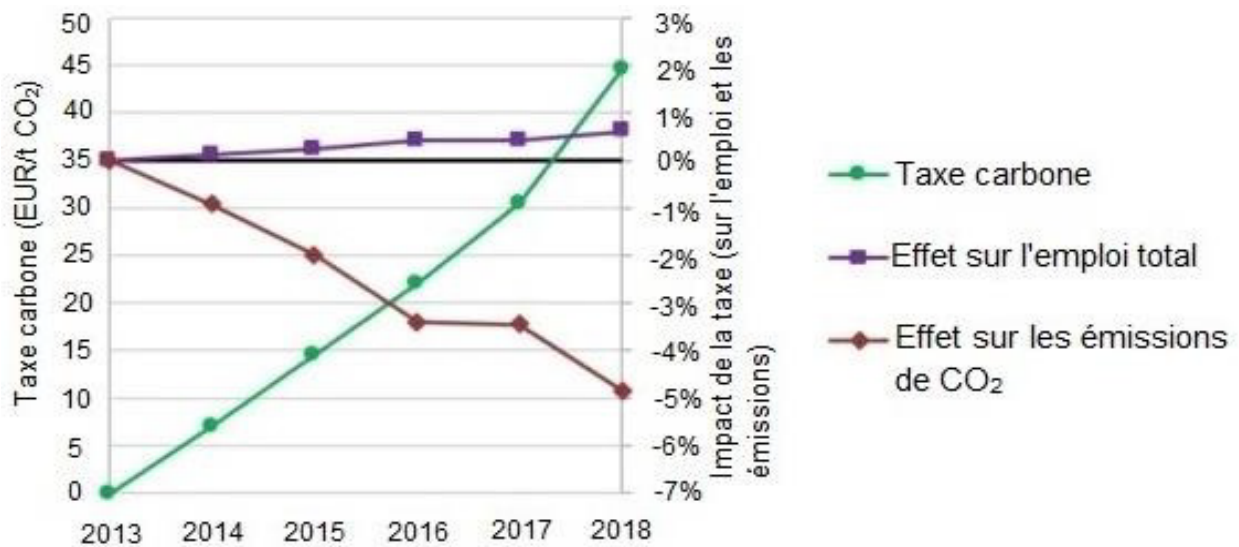
La Norvège a en effet mis en place depuis plus de vingt-cinq ans un ensemble d'incitations directes et indirectes très favorables au développement de la mobilité électrique en appliquant à la lettre le principe « pollueur payeur ». C'est un des seuls pays au monde où une voiture électrique coûte moins cher à l'achat que son équivalent thermique. La voiture électrique a bénéficié d'une exemption de la taxe à l'importation dès le début des années 1990, puis d'une taxation réduite de 50 % sur les voitures de société en 2000 et enfin d'une exemption de TVA en 2001. [...]

À l'instar de Londres, les villes européennes pourraient aussi instaurer des zones où ne circuleraient que des véhicules à très faibles émissions. Le véhicule électrique, encore pénalisé par rapport à son équivalent thermique car peu adapté aux longues distances, acquerrait instantanément un bénéfice à l'usage, les véhicules thermiques ne pouvant plus couvrir l'ensemble des besoins de mobilité du quotidien car interdits de centre-ville.

Source : France Stratégie, « Comment faire enfin baisser les émissions de CO₂ des voitures », *La note d'analyse n°78*, juin 2019.

DOCUMENT 2

Évolution de la taxe carbone (en euro par tonne de CO₂) et son impact sur l'emploi total et sur les émissions de CO₂ (en %), dans le secteur manufacturier français

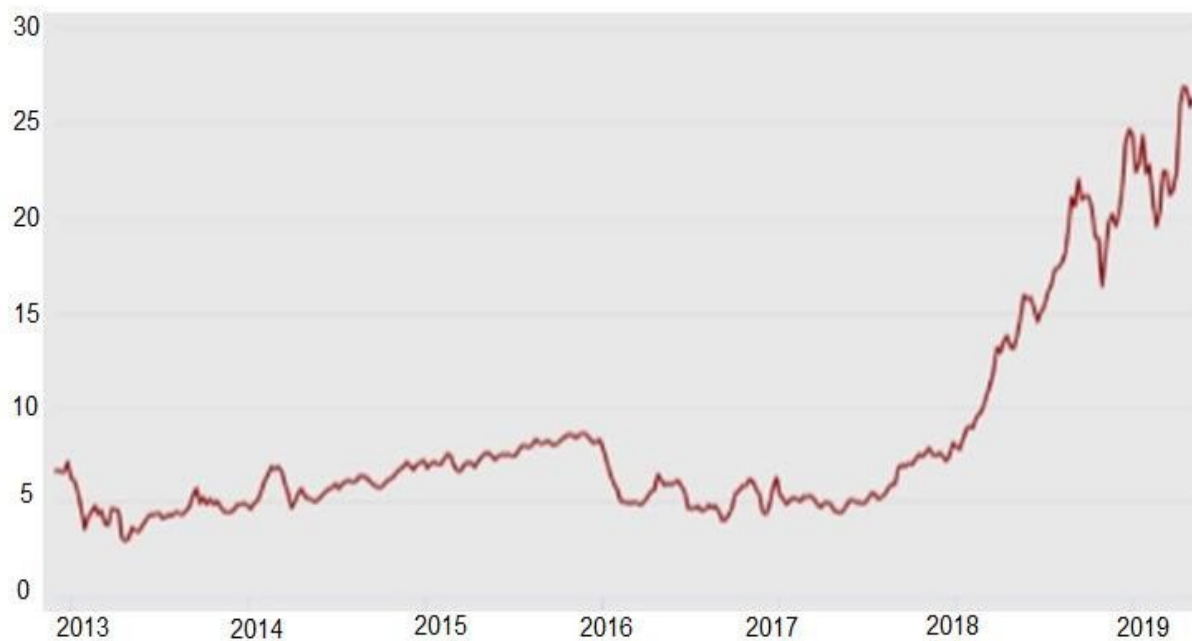


Source : Damien DUSSAUX, « Les effets conjugués des prix de l'énergie et de la taxe carbone sur la performance économique et environnementale des entreprises françaises du secteur manufacturier », *OECD Environment Working Papers n°154*, janvier 2020.

Note : Les effets sur l'emploi total sont des valeurs estimées de l'impact de l'évolution de la taxe carbone à partir des calculs de l'auteur.

DOCUMENT 3

Évolution du cours du permis négociable d'émissions d'une tonne de CO₂ (en euros)



Source : « Rapport sur le fonctionnement du marché européen du carbone », Commission au parlement européen et au conseil, Octobre 2019.

Note : En 2018, des ajustements ont permis de réduire l'offre de quotas sur le marché.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

Épreuve composée

La Réunion, 2023

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Montrez, à l'aide de deux exemples, que l'engagement politique prend des formes variées.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Destinées sociales des femmes selon l'origine sociale de leur père en 2020(en %)

Catégorie socioprofessionnelle du père	Catégorie socioprofessionnelle de la fille						
	Agriculteurs exploitants	Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres et professions intellectuelles supérieures	Professions intermédiaires	Employés et ouvriers qualifiés	Employés et ouvriers non qualifiés	Ensemble
Agriculteurs exploitants	5,6	3,7	12,8	25,6	29,0	23,4	100
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	0,6	8,9	18,5	27,5	26,5	18,0	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0,5	4,9	41,6	31,5	13,9	7,7	100
Professions intermédiaires	0,2	4,2	20,6	36,9	24,4	13,8	100
Employés et ouvriers qualifiés	0,3	3,7	9,5	25,3	34,9	26,3	100
Employés et ouvriers non qualifiés	0,5	3,2	7,1	19,8	35,4	34,1	100
Ensemble	0,7	4,6	17,4	27,7	28,5	21,1	100

Champ : France, femmes françaises en emploi ou ayant travaillé, âgées de 35 à 59 ans à la date de l'enquête.

Source : *Enquête emploi*, INSEE, 2020.

1. À l'aide des données du document, vous comparerez la destinée des filles de cadres et professions intellectuelles supérieures à celle des filles d'agriculteurs exploitants. (3 points)
2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous présenterez les limites des tables de mobilité. (3 points)

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les effets du commerce international sur les inégalités sont contrastés.

DOCUMENT 1

Bien que le commerce international ait contribué à accroître le niveau de vie dans de nombreux pays en développement, le processus d'intégration dans l'économie mondiale par le biais du commerce s'est aussi traduit par une polarisation de la répartition des revenus, en particulier à l'intérieur des pays. Des études montrent que les inégalités économiques entre les pays ont diminué mais qu'elles ont augmenté en moyenne à l'intérieur de chaque pays par suite d'une hausse rapide des revenus en haut de l'échelle et de leur stagnation au niveau le plus bas [...].

Le modèle de délocalisation¹ de la production mondiale, qui passe par le morcellement des processus de production dans divers pays, a énormément contribué à la réduction des inégalités d'un pays à l'autre, à la création d'emplois et à la hausse du niveau de vie dans de nombreux pays en développement. Toutefois, la délocalisation a également accru les inégalités à l'intérieur des pays développés [...] en abaissant les salaires des travailleurs non qualifiés et en réduisant les perspectives d'emploi des ouvriers.

Source : « Les politiques commerciales et leurs répercussions sur les inégalités », Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED), mai 2019.

1 : Une délocalisation correspond au transfert d'une unité de production d'un pays à un autre ou à la croissance des activités d'une firme à l'étranger.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

DOCUMENT 2

Indice du PIB par habitant de quelques pays (en dollars constants de 2015) entre 1980 et 2020

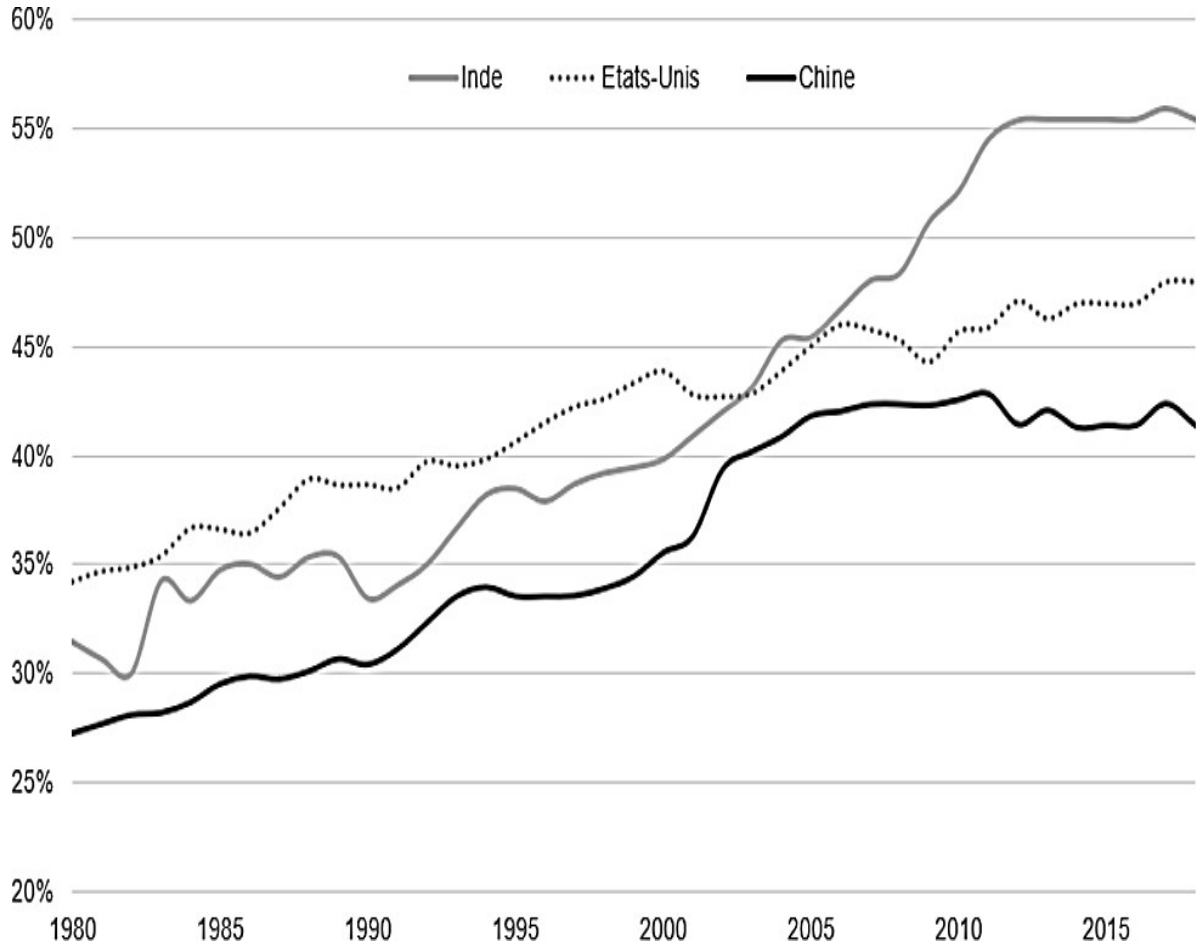
Indice base 100 = Monde

	1980	1990	2000	2010	2020
Chine	7,28	13,33	27,86	60,41	98,39
France	398,41	420,10	426,63	381,24	339,51
Inde	6,55	7,85	9,62	13,31	17,19
Corée du Sud	68,55	137,93	215,78	272,25	297,21
États-Unis	526,36	578,50	618,27	564,38	552,20
Monde	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : d'après Banque Mondiale, 2022.

DOCUMENT 3

Part (en %) dans le revenu national détenue par les 10 % les plus riches entre 1980 et 2018



Source : d'après *Laboratoire sur les inégalités mondiales*, www.wid.world.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

Épreuve composée

Asie, 2023

Cette épreuve comprend trois parties :

Partie 1 - Mobilisation des connaissances : il est demandé au candidat de répondre à la question en faisant appel à ses connaissances acquises dans le cadre du programme.

Partie 2 - Étude d'un document : il est demandé aux candidats de répondre aux questions en mobilisant ses connaissances acquises dans le cadre du programme et en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse, de collecte et de traitement de l'information.

Partie 3 - Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire : il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- *en développant un raisonnement ;*
- *en exploitant les documents du dossier ;*
- *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- *en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances (4 points)

Vous montrerez qu'en présence de bien commun, l'action publique pour l'environnement est contrainte par des stratégies de passager clandestin.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

Deuxième partie : Étude d'un document (6 points)

Salaire minimum brut mensuel et taux de chômage dans l'Union européenne en 2019

Pays	Salaire minimum mensuel brut (en euros)	Taux de chômage (en % de la population active)
Allemagne	1561	3,0
Belgique	1594	5,5
Bulgarie	286	5,2
Croatie	506	6,6
Espagne	1050	14,1
France	1521	8,4
Irlande	1656	5,0
Portugal	700	6,7

Source : Eurostat, 2022.

Questions :

1. À l'aide des données du document, vous comparerez le salaire minimum et le taux de chômage de la France à ceux de la Bulgarie. (2 points)
2. À l'aide du document et de vos connaissances, vous montrerez que le salaire minimum peut avoir des effets positifs et négatifs sur le chômage structurel. (4 points)

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que l'évolution de la structure socioprofessionnelle contribue à expliquer la mobilité sociale.

DOCUMENT 1

La structure de l'emploi par catégorie [socioprofessionnelle](#) est tirée vers le haut par l'élévation des qualifications, le développement du secteur des services et le déclin de l'industrie. La part des cadres supérieurs parmi les emplois a ainsi plus que doublé en un tiers de siècle, entre 1982 et 2020, passant de 8 % à 20 %. Celle des anciens « cadres moyens », devenus les « professions intermédiaires », a augmenté de 20 % à 26 %. Rassemblés, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires forment désormais 46 % des emplois contre 27 % au début des années 1980.

Au cours des trois dernières décennies, la part des catégories populaires a diminué. Les ouvriers ont vu fondre leurs effectifs, de 30 % à 19 % de l'emploi. La part des employés a progressé jusqu'au milieu des années 2000, puis elle a diminué. Au bout du compte, elle est restée stable à 25 % sur l'ensemble de la période [...]. Deux autres grandes catégories sociales – composées d'indépendants aux statuts sociaux très inégaux – ont perdu du terrain : l'ensemble « artisans, commerçants et chefs d'entreprise » (de 8 % à 6,8 %) et surtout les agriculteurs exploitants (7 % à 1,5 % de l'emploi).

Source : « Comment évoluent les catégories sociales en France ? » *Centre d'observation de la société*, août 2021.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

DOCUMENT 2

Mobilité et immobilité des hommes par rapport à leur père de 1977 à 2015 (en %)

	1977	1985	1993	2003	2015
Immobilité sociale	36,2	33,8	32,6	33,6	34,8
Mobilité observée	63,8	66,2	67,4	66,4	65,2
Total	100	100	100	100	100
<i>Part de la mobilité structurelle dans la mobilité observée</i>	39,6	35,5	32,8	33,4	24,2

Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année d'enquête.






Source : INSEE, *Enquête Formation et qualification professionnelle*
1977, 1985, 1993, 2003, 2014-2015, 2019.

Sujets complets comprenant les sujets d'épreuves composées présentés dans le manuel (> p. 188-189)

DOCUMENT 3

Destinées sociales des hommes selon l'origine sociale de leur père en 2015 (en %)

Catégorie socioprofessionnelle du père	Catégorie socioprofessionnelle des fils						Ensemble
	AE	ACCE	CPIS	PI	EOQ	EONQ	
Agriculteurs exploitants (AE)	26,7	7,9	8,5	20,4	27,4	9,1	100
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise (ACCE)	0,9	20,6	23,1	23,8	23,6	7,9	100
Cadres et professions intellectuelles supérieures (CPIS)	0,2	7,9	49,0	25,4	13,7	3,8	100
Professions intermédiaires (PI)	0,6	7,8	26,5	31,1	26,2	7,7	100
Employés et ouvriers qualifiés (EOQ)	0,6	7,2	12,7	26,8	42,6	10,1	100
Employés et ouvriers non qualifiés (EONQ)	0,6	6,5	8,3	18,7	43,9	22,1	100
Ensemble	2,8	9,1	20,4	25,3	32,4	10,1	100

	Mobilité de statut : mobilité entre une catégorie de salariés et de non-salariés
	Mobilité horizontale : mobilité entre catégories de non-salariés
	Mobilité ascendante
	Mobilité descendante
	Immobilité sociale

Champ : France métropolitaine, hommes français actifs occupés ou anciens actifs occupés, âgés de 35 à 59 ans au 31 décembre de l'année de l'enquête.

Source : INSEE, *Enquête Formation et qualification professionnelle*, 2014-2015, 2019.